

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 11 juin 2020

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel

ÉTAIENT PRESENTS :

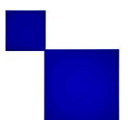
M. Troussel, M. Guiraud, Mme Derkaoui, M. Bedreddine, Mme Grosbois, M. Constant, Mme Valls, M. Molossi, Mme Capanema, M. Laporte, Mme Thibault, M. Hanotin, Mme Labbé, M. Taïbi, Mme Laroche, M. Grandin, Mme Coppi, M. Hervé, Mme Maroun, M. Chevreau, Mme Lagarde, M. Prudhomme, Mme Saïd-Anzum, M. Beaudet, M. Ayyadi, Mme Choulet, Mme Dellac, Mme Denis, M. Fourcade, M. Kergoat, M. Kern, M. Chabani

ÉTAIENT EXCUSES :

M. Sadi donnant pouvoir à Mme Labbé
Mme Abomangoli donnant pouvoir à Mme Capanema
Mme Attia donnant pouvoir à M. Bedreddine
Mme Magrino donnant pouvoir à M. Chevreau

ÉTAIENT ABSENTS :

M. Bluteau, Mme Cerrigone, Mme Valleton, M. Monany, Mme Paul, Mme Piétri



Délibération n° 2020-VI-19 du 11 juin 2020

AVIS DE REJET DE LA CRC CONCERNANT UNE DEMANDE D'INSCRIPTION DE DÉPENSE OBLIGATOIRE RELATIVE À DES DESSAISISSEMENTS ASE

Le conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de rejet de la Chambre régionale des comptes du 7 février 2020 ,

Sur le rapport de son président,

après en avoir délibéré,



- DONNE ACTE à son président de la communication de l'avis n°01 du 7 février 2020 rendu par la Chambre régionale des comptes d'Île-de-France.

Pour le président du conseil départemental
et par délégation,

Se sont prononcés pour :

M. Troussel, M. Guiraud, Mme Derkaoui, M. Bedreddine, Mme Grosbois, M. Constant, Mme Valls, M. Sadi, Mme Abomangoli, M. Molossi, Mme Capanema, M. Laporte, Mme Thibault, M. Hanotin, Mme Labbé, M. Taïbi, Mme Laroche, M. Grandin, Mme Coppi, M. Hervé, Mme Maroun, M. Chevreau, Mme Lagarde, M. Prudhomme, Mme Saïd-Anzum, Mme Attia, M. Beaudet, M. Ayyadi, Mme Choulet, Mme Dellac, Mme Denis, M. Fourcade, M. Kergoat, M. Kern, Mme Magrino, M. Chabani

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstention(s) : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.